

Zone de libre-échange transatlantique

Zone de libre-échange transatlantique (TAFTA)	
	
Les États-Unis et l'Union européenne en bleu foncé ainsi que les autres membres possibles en bleu clair (ALENA et AELE).	
Création	2015 (<i>prévision</i>)
Type	Zone de libre-échange
Langue(s)	Anglais
Membre(s)	 États-Unis  Union européenne
Site web	(en) ec.europa.eu ^[1]
modifier ^[2] 	

La **zone de libre-échange transatlantique** (abrégé **ZLET** ou en anglais : *Transatlantic Free Trade Area*, soit **TAFTA**) ou **partenariat transatlantique de commerce et d'investissement** (anglais : *Transatlantic Trade and Investment Partnership*, abrégé **TTIP**) est un accord commercial et d'investissement en cours de négociation entre l'Union européenne et les États-Unis, envisagé pour 2015^{[3],[4]}.

Si le projet aboutit, il s'agira de la plus importante zone de libre échange de l'Histoire, couvrant plus de 46 % du PIB mondial, et même 51,3 % si elle s'étend également à l'ensemble des membres de l'Aléna et à ceux de l'AELE. Ce projet est parfois présenté comme le premier pas vers l'établissement d'une Union transatlantique réalisant l'unité économique du Monde occidental^{[5],[6]}.

Projet

Historique

En 1990, soit un an après la chute du mur de Berlin, les États-Unis et l'Union européenne signent ensemble la première résolution transatlantique^[7]. Les contractants s'engagent en particulier à « promouvoir les principes de l'économie de marché, rejeter le protectionnisme, renforcer et ouvrir davantage [les économies nationales] à un système de commerce multilatéral ». Après ces accords de principe, le sommet Union européenne – États-Unis de décembre 1995 débute la construction institutionnelle de relations transatlantiques avec l'adoption d'une déclaration d'engagement politique, du Nouvel Agenda transatlantique (NAT) et d'un programme d'action commun approfondi^[8]. Le marché transatlantique sera ensuite régulièrement évoqué dans la deuxième moitié des années 1990 dans le cadre de résolutions transatlantiques.

Le scénario de l'actuel projet de traité (TAFTA) ne date pas d'hier. Il figurait déjà en toutes lettres dans le projet d'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) négocié secrètement entre 1995 et 1997 par les vingt-neuf États

membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Divulguée in extremis, la copie souleva une vague de protestations sans précédent, contraignant ses promoteurs à la remiser.

En 2003, le couple franco-allemand refuse de participer à la guerre d'Irak occasionnant un ralentissement dans les négociations en cours. Le climat s'améliore deux ans plus tard comme en témoigne la visite à Bruxelles du président américain George Bush, en février 2005^[9].

Le 26 mars 2009, le Parlement européen adopte une résolution invitant à la création effective d'un marché transatlantique. Il reconnaît des caractéristiques convergentes entre l'Europe et les États-Unis d'Amérique, notamment concernant le volume de leurs PIB respectifs, leur modèle d'économie de marché et leur stratégie commune en matière de politique étrangère^[10]. Ainsi le Parlement européen d'une part et le Congrès américain d'autre part invitent à la création planifiée pour 2015 — juste après les élections européennes — d'un grand marché transatlantique calqué sur le modèle impliquant la liberté de circulation des biens, des capitaux, des services et des travailleurs^[11].

Les soupçons d'espionnage américain sur ses partenaires européens dans le cadre du programme PRISM révélés le 29 juin 2013 par le quotidien *Der Spiegel* tendent les relations entre les deux blocs. Certains députés et commissaires européens demandent le gel des négociations^[12]. C'est dans ce contexte que s'ouvrent le 8 juillet 2013 les négociations entre le Représentant américain au commerce Michael Froman et le directeur à la Commission européenne pour le Développement durable et le Commerce bilatéral, l'Européen Ignacio Garcia Bercero à Washington^[13].

Enjeux

Les accords transatlantiques devraient induire « une harmonisation progressive des réglementations et de la reconnaissance mutuelle des règles et normes en vigueur »^[14]. Ces négociations portent en effet moins sur les droits de douanes (déjà faibles entre les États-Unis et l'Europe — leur annulation étant plutôt à l'avantage de l'Europe^{[15],[16]}) que sur les normes, réglementations et autres « barrières non tarifaires » au commerce transatlantique.

Comme pour toute négociation commerciale, elles sont susceptibles de présenter des avantages pour chacune des parties participantes à la négociation du fait de la facilitation des échanges économiques. En effet, dans la lignée de la pensée économique ricardienne, étendre les possibilités d'échange est source de richesse. Pour les salariés cela nécessitera au moins une anticipation et un accompagnement social pour les secteurs menacés car il est nécessaire d'accompagner la transition professionnelle des salariés des secteurs qui cessent d'être compétitifs^[17]. Mais la remise en cause des normes et réglementations par les acteurs économiques dominants remettront en cause les modèles sociaux et culturels, ce qui va bien au-delà des problèmes de formation et d'adaptation, car cela peut être à l'origine de la destruction des équilibres économique et sociaux qui sont souvent à la base de la résilience de ces systèmes qui amortissent les effets des crises et compensent les absences des systèmes étatiques.

Certaines personnalités, comme Pierre Hillard, considèrent que le marché transatlantique pourrait être un premier pas vers la création de structures politiques mondiales telle que l'Union transatlantique.

Critiques

Ce projet d'accord fait l'objet de vives critiques tant sur la forme que sur le fond.

Négociations secrètes

Les travaux se font dans le plus grand secret et les citoyens ne peuvent avoir accès aux documents préparatoires. Ce privilège est réservé aux seuls représentants des consultants des firmes multinationales^[18].

Possibilités pour les entreprises d'attaquer les États

Des éléments clés des textes en discussion ont cependant été révélés. Le point essentiel est la possibilité offerte aux entreprises de poursuivre des États dont la politique entraverait leur activité commerciale, même s'il s'agit d'une politique de santé publique.

Les traités d'investissements ont pour objectif de sécuriser les investissements réalisés par des sociétés étrangères dans les pays signataires, et notamment de les protéger contre des décisions arbitraires qui pourraient être prises par un gouvernement. Cela passe par la possibilité pour les entreprises de contester les décisions des États quand celles-ci affectent leurs investissements. Si l'objectif premier est d'améliorer l'attractivité d'un pays pour les investisseurs étrangers, cela peut aussi limiter la marge de manœuvre des États, notamment leur capacité de légiférer dans les domaines de l'environnement et de la santé.

Les traités de libre-échange et d'investissements ont souvent été utilisés pour freiner l'adoption de nouvelles lois par les États. Dans le domaine de la santé, le cigarettier Philip Morris a attaqué l'Australie à propos de sa décision de mettre en place des paquets de cigarettes sans logo en s'appuyant sur un traité d'investissement entre Hong Kong et l'Australie. Il est à noter que Philip Morris a réorganisé ses investissements après l'annonce par l'Australie de son intention de mettre en place les paquets neutres afin de bénéficier de cet accord : Philip Morris Asie (basé à Hong-Kong) a acheté Philip Morris Australie le 23 février 2011^[19]. Parallèlement d'autres États (l'Ukraine, la République dominicaine, le Honduras, Cuba et l'Indonésie) ont déposé une plainte devant l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'existence d'un risque juridique a retardé la mise en place des paquets neutres de quelques mois, et surtout dissuadé d'autres pays de suivre cet exemple. Plusieurs observateurs soupçonnent les plaignants auprès de l'OMC de tout faire pour retarder l'examen du dossier sur le fond afin de maintenir l'effet de dissuasion le plus longtemps possible^[20]. Philip Morris est également en conflit contre l'Uruguay (affaire Philip Morris v. Uruguay (en)), au motif que la politique de lutte contre le tabagisme menée par ce pays dévalorise la valeur des marques et des investissements de la compagnie. Il s'appuie pour cela sur un traité bilatéral d'investissements entre la Suisse (la maison-mère de Philip Morris est basée à Lausanne) et l'Uruguay. Quelques années plus tôt, le Canada avait attaqué la France devant l'OMC pour sa décision d'interdire l'amiante^[21]. La Directrice Générale de l'Organisation mondiale de la santé, Margaret Chan, a également exprimé ses réserves à propos des effets potentiellement néfastes sur la santé publique des nouveaux accords régionaux, notamment le TPP et la ZLET^[22].

La promulgation de nouvelles lois pour davantage protéger l'environnement est aussi rendue plus difficile et donc ralentie par l'existence de ces mécanismes d'arbitrage. Dans une affaire opposant le fond d'investissement Renco group (en) au gouvernement du Pérou, Renco réclame un dédommagement au gouvernement péruvien parce que celui-ci avait exigé qu'une entreprise du groupe nettoie la pollution massive que ses activités avaient occasionné dans le pays. La filiale a été déclarée en faillite en 2010 et l'environnement de la région concernée est toujours hautement toxique. La société Renco ne se contente pas de ne pas assumer sa responsabilité de société-mère ; elle réclame 800 millions de dollars de dédommagement au Pérou pour la perte de sa filiale, ainsi que le remboursement des dommages éventuels que Renco pourrait avoir à payer si le Pérou obtenait gain de cause dans une plainte déposée aux États-Unis au nom des enfants péruviens victimes de la pollution occasionnée par l'entreprise^{[23],[24]}. Dans un autre dossier, la société Pacific Rim Mining Corporation (en) poursuit le gouvernement du Salvador pour son refus d'octroyer à l'entreprise une licence d'extraction d'or. La compagnie s'appuie sur l'Accord de libre-échange

d'Amérique centrale : la société Pacific Rim est canadienne mais opère aussi aux États-Unis, qui est partie prenante à l'accord.

Ces exemples illustrent la capacité des entreprises à bloquer les progrès législatifs en matière d'environnement et de santé publique. Compte tenu de l'importance du risque juridique pour les États, notamment les plus pauvres, les associations de lutte contre le tabagisme militent pour que le tabac soit complètement exclu des nouveaux traités qui pourraient être signés prochainement. La Malaisie s'est associée à ce combat et a demandé que le tabac soit exclu complètement du Trans-Pacific Strategic Economic Partnership (TPP) qui pourrait associer plusieurs pays de la région Asie-Pacifique et les pays de l'ALENA, mais pour l'instant cette demande est restée lettre morte, sans doute sous l'effet du lobbying des compagnies de tabac qui militent au contraire pour que leur secteur ne soit pas exclu. Dans le cadre précis de la ZLET, un accord pourrait par exemple limiter la capacité de l'Union européenne ou de l'ALENA de promulguer des normes plus strictes relatives à la pollution automobile ou à l'émission de gaz à effet de serre.

Déréglementations

Les textes en discussions contiennent des mesures de déréglementations de l'alimentation, de la santé publique, de l'éducation, de la vie privée et du code du travail. De fait tous les secteurs, même ceux pensés comme non-marchands, seraient touchés par cet accord et les normes et réglementations remises en cause comprendraient (liste non exhaustive) le salaire minimum, les normes sanitaires pour l'alimentation et la sécurité, la protection de l'environnement, le contrôle de l'impact carbone, la protection des données numériques personnelles, la réglementation de la finance, le soutien des États pour l'accès à tous à l'éducation et à la santé.

Des tentatives de suppression des réglementations en matière de santé publique sont aussi confirmées par les discours des associations patronales. Ainsi l'Association nationale des confiseurs américaine explique que « L'industrie américaine voudrait que l'APT^[25] avance sur cette question en supprimant la labellisation OGM et les normes de traçabilité » et le *National Pork Producers Council*^[26] affirme que « Les producteurs de porc américains n'accepteront pas d'autre résultat que la levée de l'interdiction européenne de la ractopamine »^[27].

Acteurs

La mise en place du marché transatlantique nécessite la coopération de plusieurs institutions et de groupes de pression principalement représentant les intérêts économiques. Les pouvoirs politiques sont sous représentés, et ce d'autant plus qu'il a été demandé aux négociateurs « de préserver un certain degré de discrétion et de confidentialité ».

Sommet Union européenne – États-Unis

La première d'entre-elles est le **sommet États-Unis – Union européenne** qui se tient environ une fois par an et auquel participent le président américain (Barack Obama), le secrétaire d'état (John Kerry), le président du Conseil européen (Herman Van Rompuy), le président de la commission européenne (José Manuel Durão Barroso) ainsi que le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (Catherine Ashton). Chaque sommet États-Unis-UE fait le point sur l'ensemble des travaux effectués lors de l'année écoulée et fixe l'orientation, crée de nouvelles instances (par exemple le CET) et avalise les décisions stratégiques en signant décisions et accords permettant de développer le marché transatlantique.

Dialogues transatlantiques

Les **dialogues transatlantiques** sont constitués de représentants de la société civile et visent à créer des lieux d'échanges, de réflexions, mais aussi de proposition pour les institutions politiques, jouant ainsi le rôle de lobby. Le plus puissant d'entre eux est le dialogue économique transatlantique (TABD) créée en 1995 qui est une coalition de dirigeants d'entreprises (principalement de multinationales) des deux côtés de l'océan^[28]. On trouve aussi

- le dialogue transatlantique des consommateurs (TACD) créée en 1998 qui réunit des organisations de défense des consommateurs,
- le dialogue transatlantique des travailleurs (TALD) créée en 1996 qui réunit des fédérations syndicales,
- le dialogue transatlantique pour l'environnement (TAED) créée en 1998 et arrêté en 2000 sans avoir réellement réussi à exercer son rôle de conseiller qui réunissait des associations de défense de l'environnement
- le dialogue transatlantique des législateurs (TLD) créée en 1999 stimulant le consensus sur les projets proposés aux institutions transatlantiques

Conseil économique transatlantique

Depuis le sommet de Washington du 30 avril 2007, le **Conseil économique transatlantique** est un organe permanent travaillant sur les aspects législatifs liés au commerce, aux investissements, et à la production^[29].

Votes du Parlement européen

Le Parlement européen est prolifique en résolutions concernant la mise en œuvre du marché transatlantique :

Résolution n°	Date	Intitulé	Résultat
2006-0238 [30]	1 ^{er} juin 2006	Accord de partenariat transatlantique UE/États-Unis	⊕ Adoptée
2007-0155 [31]	25 avril 2007	Relations transatlantiques	⊕ Adoptée
2008-0192 [32]	8 mai 2008	Conseil économique transatlantique	⊕ Adoptée
2008-0256 [33]	5 juin 2008	Sommet UE/États-Unis	⊕ Adoptée
2009-0193 [34]	26 mars 2009	L'état des relations transatlantiques suite aux élections aux États-Unis	⊕ Adoptée
2010-0396 [35]	11 novembre 2010	Prochain sommet UE-États-Unis et Conseil économique transatlantique	⊕ Adoptée
2011-0510 [36]	17 novembre 2011	Sommet UE/États-Unis du 28 novembre 2011	⊕ Adoptée
2012-0388 [37]	23 octobre 2012	Relations commerciales et économiques avec les États-Unis	⊕ Adoptée
2013-0227 [38]	23 mai 2013	Négociations en vue d'un accord en matière de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les États-Unis	⊕ Adoptée
2013-0280 [39]	13 juin 2013	Partenariat transatlantique élargi	⊕ Adoptée

Avis du Conseil européen

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. Votre aide ^[40] est la bienvenue !

- Conclusions du Conseil européen ^[41] des 11 décembre 2008 et 12 décembre 2008
- Accord ^[42] du 13 février 2013

Avis de la Commission européenne

Le 12 mars 2013, la Commission européenne a approuvé le projet de mandat concernant la conclusion avec les États-Unis de l'accord intitulé « Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement »^[43]. Elle publie une analyse d'impact en avril 2013^[44]. Le mandat de négociation est inscrit à l'ordre du jour du Conseil de l'Union européenne « Commerce » qui doit l'approuver afin que les négociations débutent dès le mois de juillet 2013. Non publié officiellement, ce projet a cependant été l'objet de fuites sur internet^[45].

Votes du Congrès américain

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. Votre aide ^[40] est la bienvenue !

Traitement médiatico-politique

Les différentes résolutions systématiquement adoptées par le parlement européen concernant l'établissement d'un marché transatlantique ont un faible retentissement dans les médias de masse^[réf. nécessaire].

Réactions et positions publiques

Herman Van Rompuy le président du Conseil européen se réjouit de la perspective économique que promet le marché transatlantique^[46]. Depuis début 2014, François Hollande le président français est un actif partisan d'une négociation rapide du traité^[47]. Angela Merkel la chancelière allemande a indiqué en 2007 qu'elle trouvait l'idée « fascinante » et favorisant « l'intérêt commun »^[48]. Jean-Luc Mélenchon s'est publiquement opposé à plusieurs reprises au marché transatlantique notamment sur son blog^[49].

Au cours de la campagne électorale des élections européennes de 2009, la coalition du Front de gauche a indiqué son hostilité au projet^[50].

En 2012, les économistes Vincent Champain et Eric Peters évoquent les négociations à venir et leurs enjeux dans une tribune publiée dans *Le Monde*, et qualifient de « préférence nationale économique » le refus inconditionnel d'engager des négociations sur un tel traité^[51].

En 2013, en France, lors d'une interview télévisée, Jean-Luc Mélenchon indique à Jean-Jacques Bourdin : « Vous êtes le premier journaliste, je demande qu'on note ça, qui aborde sur un plateau de télévision le grand marché transatlantique »^[52]. Les deux hommes avaient cependant déjà abordé la question le 24 avril 2009 sur le même plateau^[53].

Le 26 juin 2013, lors de son audition au sénat, Dominique Strauss-Kahn a indiqué à propos des négociations en cours « c'est un piège considérable pour les Européens, je crois que les Français ont bien fait de vouloir se battre sur le problème de l'identité culturelle, mais c'est un tout petit aspect du problème. [...] Nous sommes dans une situation extrêmement difficile »^[54].

Le 30 juin 2013, suite aux révélations du quotidien allemand *Der Spiegel* concernant des soupçons d'espionnage américains, des députés européens (comme Jean-Luc Mélenchon^[55] ou Isabelle Durant^[56]) demandent la suspension des négociations.

En février 2014, deux régions françaises ont voté pour l'arrêt des négociations du grand marché transatlantique : l'Île-de-France et la Provence-Alpes-Côte d'Azur^[57].

Campagne des élections européenne de 2014

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. Votre aide ^[40] est la bienvenue !

Manifestations

Le 15 mai 2014, près de 250 personnes - dont trois parlementaires belges - ont été interpellées par la police de Bruxelles lors d'une manifestation pacifique organisée pour « dénoncer les conséquences potentiellement délétères du traité transatlantique » alors que se tenait l'European Business Summit^[58].

Ouvrages édités à ce sujet

L'instauration d'un marché transatlantique est le sujet d'un livre de Pierre Hillard, *La décomposition des nations européennes* avec le sous-titre *De l'union euro-atlantique à l'État mondial*. Cet ouvrage, paru en 2004, présente les différents textes émanant des think tanks allemand, anglais et américain (voir en particulier ces travaux publiés dans l'ouvrage intitulé *From Alliance to Coalitions - The future of transatlantic Relations* (Traduction en français : "De l'Alliance aux coalitions - L'avenir des relations transatlantiques") (Éditions Bertelsmann Foundation (en)) en liaison avec la Commission européenne permettant la création du marché transatlantique.

La Commission a également mis en ligne un ensemble de questions-réponses sur le projet de traité^[59].

En mars 2014, les éditions Cap Bear (Perpignan) ont publié un livre de Raoul-Marc Jennar intitulé : *Le Grand marché transatlantique ; La menace sur les peuples d'Europe*. L'auteur y décrypte les 46 articles du mandat de négociation confié par les 28 gouvernements de l'UE à la Commission européenne. Pour Raoul-Marc Jennar, il est clair que « confier aux firmes privées la possibilité de décider des normes sociales, sanitaires, alimentaires, environnementales, culturelles et techniques, c'est désormais l'objectif des firmes transnationales et des gouvernements d'Europe et des USA dont ils sont l'instrument politique »^[60].

Annexes

Notes et références

Notes

- [1] <http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ttip>
- [2] http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Zone_de_libre-%C3%A9change_transatlantique&action=edit§ion=0
- [3] Amin, M. and Haidar, J.I., 2013. « Trade Facilitation and Country Size » (http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1844945), Policy Research Working Paper Series 6692, The World Bank.
- [4] Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) (http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ttip/about-ttip/index_fr.htm), sur le site de la Commission européenne.
- [5] Roman Bernard, « Balladur, missionnaire de l'Union occidentale » (http://www.marianne2.fr/Balladur,-missionnaire-de-l-Union-occidentale_a91295.html), *Marianne2*, .
- [6] European Ideas Network compte-rendu du groupe de travail « L'Union européenne face aux défis de 2025 » cité par Thomas Lemahieu, « L'Europe telle qu'elle est, meilleur atout des libéraux », *L'Humanité*, 26 mai 2009 (http://www.humanite.fr/2009-05-26_Politique_L-Europe-telle-qu-elle-est-meilleur-atout-des-liberaux).
- [7] La résolution de 1990 (pdf) (http://eeas.europa.eu/us/docs/trans_declaration_90_en.pdf)
- [8] fiche technique sur le site du parlement européen (http://www.europarl.europa.eu/factsheets/6_3_7_fr.htm)
- [9] rfi.fr Bush tend la main aux Européens (http://www.rfi.fr/actufr/articles/062/article_34234.asp), le
- [10] Résolution **2009-0193** sur le site du parlement européen (<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P6-TA-2009-0193&language=FR>)
- [11] Alinéa 45 de la résolution du sur le site officiel du parlement européen (http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A6-2009-0114+0+DOC+XML+V0//FR#_part1_def1)
- [12] *Les Échos*, « Indignation européenne sur les soupçons d'espionnage US » (<http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/reuters-00532318-indignation-europeenne-sur-les-soupcons-d-espionnage-us-581029.php>), le .
- [13] « Libre-échange : les négociations débutent entre l'UE et les États-Unis » (http://www.lepoint.fr/economie/commerce-debut-des-negociations-etats-unis-ue-lundi-dans-un-climat-tendu-08-07-2013-1701633_28.php), *Le Point*, 8 juillet 2013.

- [14] Communiqué de presse du parlement européen (<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=IM-PRESS&reference=20060411IPR07197&format=XML&language=FR>)
- [15] <http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/tip/questions-and-answers/Question-réponses-de-la-commission-européenne>
- [16] International Trade News - L'accord TAFTA au bénéfice des PME (<http://www.internationaltradenews.com/en/articles/24000/TAFTA-SMEs-would-benefit-greatly.html>)
- [17] John Sutton, Mondialisation, une perspective européenne (http://fondatn7.alias.domicile.fr/bdd/doc/nweb_06.pdf)
- [18] « Faut-il avoir peur du grand méchant marché transatlantique ? » (<http://rue89.nouvelobs.com/2014/03/29/mobilisation-generale-contre-grand-mechant-marche-transatlantique-251038>), *NouvelObs.com*.
- [19] https://www.aippi.org/download/seoul12/presentations/Pres__WS_VI_TVoon_091012.pdf
- [20] <http://www.ip-watch.org/2014/03/27/australia-accepts-indonesia-wto-dispute-on-tobacco-packaging-calls-for-five-disputes-to-be-joined/>
- [21] http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds135_f.htm
- [22] <http://www.eastasiaforum.org/2014/05/29/smoke-and-mirrors-in-trade-disputes-will-harm-public-health/>
- [23] <http://www.bloomberg.com/news/2013-05-09/rennert-800-million-toxic-lead-fight-roils-global-trade.html>
- [24] <http://justinvestment.org/2012/04/fact-sheet-la-oroya-peru/>
- [25] APT : Accord de partenariat transatlantique
- [26] traduction : Conseil national des producteurs de porc
- [27] la ractopamine est un produit interdit dans 160 pays dont ceux de l'Union Européenne, la Russie et la Chine à cause des risques sur la santé
- [28] Historique et mission sur le site officiel du TABD (<http://transatlanticbusiness.org/histroy-mission/>)
- [29] RFI, Sommet UE/États-Unis : Création d'un Conseil économique transatlantique (http://www.rfi.fr/actufr/articles/088/article_51438.asp)
- [30] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P6-TA-2006-0238&language=FR>
- [31] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P6-TA-2007-0155&language=FR>
- [32] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P6-TA-2008-0192&language=FR>
- [33] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P6-TA-2008-0256&language=FR>
- [34] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P6-TA-2009-0193&language=FR>
- [35] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2010-0396&language=FR>
- [36] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2011-0510&language=FR>
- [37] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2012-0388&language=FR>
- [38] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2013-227&language=FR>
- [39] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2013-0280&language=FR>
- [40] http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Zone_de_libre-%C3%A9change_transatlantique&action=edit
- [41] http://www.ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/1211_Conseil_europeen/Conseil_europeen_12-12-2008_Conclusions_FR.pdf
- [42] http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/ec/135448.pdf
- [43] Ouverture des négociations commerciales transatlantiques (<http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=877>).
- [44] Première évaluation d'une analyse d'impact de la Commission européenne ([http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2013/507504/IPOL-JOIN_NT\(2013\)507504_FR.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2013/507504/IPOL-JOIN_NT(2013)507504_FR.pdf)).
- [45] Le mandat UE de négociation du grand marché transatlantique UE-USA (http://pcf.bassin.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=12956:le-mandat-ue-de-negociation-du-grand-marche-transatlantique-ue-usa&catid=36:europe&Itemid=9), traduction sur le site du PCF.
- [46] <https://twitter.com/euHvR/status/301733521477730304>
- [47] BFMTV - Hollande et Obama veulent accélérer l'accord de libre-échange. (<http://www.bfmtv.com/economie/hollande-obama-veulent-acceler-laccord-libre-echange-708350.html>)
- [48] Der Spiegel (<http://www.spiegel.de/international/trans-atlantic-free-trade-merkel-for-eu-agreement-with-us-a-440335.html>)
- [49] Catégorie «Grand Marché Transatlantique» sur le blog officiel de Jean-Luc Mélenchon (<http://europe.jean-luc-melenchon.fr/sujet/grand-marche-transatlantique/>)
- [50] Vidéo de campagne (http://www.dailymotion.com/video/x9f19k_questions-d-europe-le-grand-marche_news) du parti de gauche datée du
- [51] Vincent Champain et Eric Peters, La préférence nationale économique, une erreur hier comme demain. (http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/10/22/la-preference-nationale-economique-une-erreur-hier-comme-demain_1778953_3232.html)
- [52] Jean-Luc Mélenchon - BFMTV 28.02.2013 (http://www.dailymotion.com/video/xxuljb_jean-luc-melenchon-bfmtv-28-02-2013_news), à la position 7:46, le grand marché transatlantique.
- [53] L'interview sur YouTube (https://www.youtube.com/watch?v=nGK_ztYzYVQ)
- [54] Audition de Dominique Strauss-Kahn sur le rôle des banques dans l'évasion fiscale (<https://www.youtube.com/watch?v=IAbMxaDdhCc#t=1h12m10s>),
- [55] Le parisien - Espionnage: Mélenchon veut l'arrêt des négociations commerciales UE-USA (<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-politique/espionnage-melenchon-veut-l-arret-des-negociations-commerciales-ue-usa-30-06-2013-2940855.php>)
- [56] rtl.be Espionnage de l'UE par les USA - Les négociations commerciales doivent être interrompues si avéré (<http://www.rtl.be/info/monde/europe/1014301/espionnage-de-l-ue-par-les-usa-les-negociations-commerciales-doivent-etre-interrompues-si-avere>)

[57] <http://www.politis.fr/La-grogne-des-elus,25862.html>

[58] « Après l'arrestation des ses députés, Écolo exige la fin des dérapages policiers » dans le site web de La Libre Belgique (<http://www.lalibre.be/actu/belgique/apres-l-arrestation-des-ses-deputes-ecolo-exige-la-fin-des-derapages-policiers-537487b23570102383c88678>), quotidien belge, consulté le 15 mai 2014.

[59] Questions réponses (<http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ttip/questions-and-answers/>)

[60] Le Grand Marché Transatlantique : La menace sur les peuples d'Europe (<http://www.jennar.fr/?p=3395>)

Références

Bibliographie

- *La décomposition des nations européennes : De l'union euro-atlantique à l'État mondial*, Pierre Hillard. Éditions François-Xavier de Guibert, février 2004 (ISBN 978-2755404050)
- *La marche irrésistible du nouvel ordre mondial*, Pierre Hillard. Éditions François-Xavier de Guibert, novembre 2007 (ISBN 978-2755401998)
- *Le Grand marché transatlantique : Les multinationales contre la démocratie*, Ricardo Cherenti et Bruno Poncelet. Éditeur Bruno Leprince, mai 2011 (ISBN 978-2916333823)
- *Dracula contre les peuples. Qu'est-ce que le marché transatlantique ?*, Patrick Le Hyaric, Edition de l'Humanité avril 2013
- Édouard Balladur, Pour une Union occidentale entre l'Europe et les États-Unis, Paris, Fayard, 2007, 119 p. (ISBN 978-2-213-63421-0)
- Lori Wallach, « Le traité transatlantique, un typhon qui menace les Européens : Sécurité alimentaire, droit social, écologie... », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013 (lire en ligne (<http://www.monde-diplomatique.fr/2013/11/WALLACH/49803>))
- *La préférence nationale économique, une erreur hier comme demain*, Vincent Champain et Eric Petes, Le Monde, octobre 2012
- « Faut-il avoir peur du grand méchant marché transatlantique ? » (<http://rue89.nouvelobs.com/2014/03/29/mobilisation-generale-contre-grand-mechant-marche-transatlantique-251038>), Rue89
- « Le mandat UE de négociation du grand marché transatlantique UE-USA » (http://pcfbassin.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=12956:le-mandat-ue-de-negociation-du-grand-marche-transatlantique-ue-usa&catid=36:europa&Itemid=9), traduction sur le site du PCF
- En mars 2014, les éditions Cap Bear (Perpignan) ont publié un livre de Raoul-Marc Jennar intitulé : *Le Grand marché transatlantique ; La menace sur les peuples d'Europe* - capbearedition.com

Article connexe

- Accord multilatéral sur l'investissement

Liens externes

- Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) (http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ttip/about-ttip/index_fr.htm), sur le site de la Commission européenne
- (en) Transatlantic Trade and Investment Partnership (T-TIP) (<http://www.ustr.gov/TTIP/>), sur le site du Bureau du représentant américain au commerce
- Marché transatlantique (<http://www.scoop.it/t/marche-transatlantique>), l'actualité en français sur l'avancée des négociations du TTIP
-  Portail de l'Union européenne
-  Portail des États-Unis
-  Portail des relations internationales

Sources et contributeurs de l'article

Zone de libre-échange transatlantique *Source*: <https://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=104409282> *Contributeurs*: A455bcd9, Abaddon1337, Akiry, Ange Gabriel, Armand jamot, Askedonty, Bloody-libu, Bouledépétanque, Celette, Cmal, Copyleft, Cœur, Dadu, Dereckson, EAzzani, EdgeU2, Electrosensible, Enrevseluj, Gzen92, Hunsu, Jeremyah76, Jongar987, KevinPerros, Kevlar67, Lanredec, Le pro du 94 :), Likemonkeys, Ljubinka, Lomita, Lucignolobrescia, M-le-mot-dit, Masterdeis, Maxime93, Monsieur Fou, Mquandalle, N0osphR, Necrid Master, Nouill, Olivier tanguy, Orwelle, Peiom, Phill1724, Pierre Zstein, Pixeltoo, Rémi, Sammyday, Shubnig, Skouratov, SniperMaské, Speculos, Superjuju10, Taguelmoust, Thidras, Titlutin, Traleni, Vigilance, Vlaam, Vxl, Ydecreux, Zorglub27, Égoïté, 67 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Fichier:Transatlantic Free Trade Area.svg *Source*: https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Transatlantic_Free_Trade_Area.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: User:Monsieur Fou

Fichier:Flag of the United States.svg *Source*: https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_United_States.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Dbenbenn, Zscout370, Jacobolus, Indolences, Technion.

Image:Flag of Europe.svg *Source*: https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Europe.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Verdy p, User:-xfi-, User:Paddu, User:Nightstallion, User:Funakoshi, User:Jeltz, User:Dbenbenn, User:Zscout370

Image:Gtk-dialog-info.svg *Source*: <https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Gtk-dialog-info.svg> *Licence*: GNU Lesser General Public License *Contributeurs*: David Vignoni

Image:Symbol support vote.svg *Source*: https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Symbol_support_vote.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Zscout370

Fichier:Flag of Europe.svg *Source*: https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Europe.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Verdy p, User:-xfi-, User:Paddu, User:Nightstallion, User:Funakoshi, User:Jeltz, User:Dbenbenn, User:Zscout370

Fichier:MapL.png *Source*: <https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:MapL.png> *Licence*: Creative Commons Zero *Contributeurs*: Stefan Kühn

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0
[//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/)